



Trait d'Union

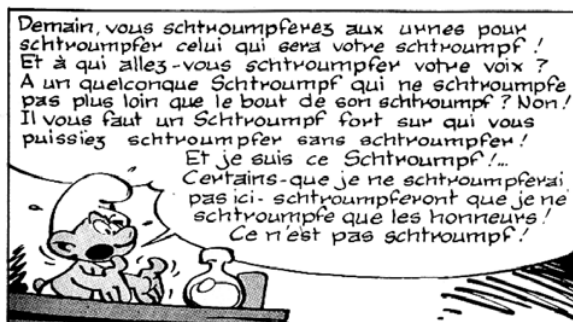
Le journal de
l'UNEF Paris IV (AGEPS) et de l'UNEM

Numéro 18 Spécial élections
Mardi 12 décembre 2000

ENSEMBLE, CONTINUONS À DÉFENDRE NOS DROITS

Ce *Trait d'Union* vient à son tour, comme tous les mois, pour vous donner les informations que nous pensons vous être utiles, sur l'actualité universitaire en général, sur l'actualité à Paris IV en particulier.

Ce *Trait d'Union* est un numéro spécial parce que l'actualité à Paris IV ce mois-ci est marquée par un événement particulier : ce mardi 12 décembre, vous êtes appelés à voter pour élire vos représentants aux conseils centraux.



Il y a deux ans vous (pour les anciens) et vos prédécesseurs, **aviez voté majoritairement pour les listes UNEF, UNEM et non syndiqués, nous donnant douze élus sur vingt-quatre**. Ce choix a été largement confirmé l'an passé aux élections d'UFR.

Nous ne vous avons pas promis que tout irait bien si vous votiez pour nous. Pas par modestie. Pour une raison simple : **contrairement à ce que prétendent certains, ces élections n'ont rien à voir avec une gestion démocratique de l'Université**. Les étudiants sont minoritaires dans les conseils. Surtout, les conseils ne sont là que pour appliquer les décisions du ministère.

Croire que ces élections sont le moment pour les étudiants de Paris IV de choisir l'Université qu'ils veulent serait donc une erreur. Mais c'en serait une autre de croire qu'il n'a servi à rien de voter UNEF-UNEM il y a deux ans, et que ça ne servirait à rien de voter à nouveau pour nous cette année.

Nous nous étions engagés à être présents pour vous défendre. Présents dans les conseils où vous nous avez élus, et actifs. Présents surtout sur les différents sites, dans les amphis, pour vous informer sur ce qui s'y passerait, pour vous mobiliser pour peser sur les choix qu'ils feraient. Présents enfin à chaque fois qu'il s'agirait de négocier, hors des conseils, avec l'administration ou avec un prof, sur des dossiers particuliers.

Cet engagement, nous l'avons tenu.

Nous l'avons tenu **en nous battant contre la réforme Bayrou-Allègre**. Nous avons été les seuls à la dénoncer. Son application a été imposée par le ministère. Nous avons agi pour en limiter les effets. **Si la session de septembre, dont la réforme permettait la suppression, a été maintenue à Paris IV (contrairement à d'autres facs), si la conservation (dénigrée par certains), a été mise en place, c'est parce que nous avons été présents dans les conseils qui ont pris cette décision, parce que nous vous avons informés sur ce qui s'y préparait, parce que vous vous êtes mobilisés, avec nous, pour l'empêcher.**

Si plusieurs centaines d'entre vous, que le système RAVEL refusait, ont obtenu leur place à Paris IV, c'est parce que nous avons été présents sur la Sorbonne en juillet et septembre, et présents dans le bureau de Monsieur Molinié pour défendre un à un les dossiers, forts du poids de nos élus.

Nous sommes aussi intervenus en Commission culturelle, en Commission aide sociale, sur les problèmes d'examens, pour défendre le droit au séjour d'étudiants étrangers.

Mardi 12 décembre, élections aux conseils centraux à Paris IV
Choisissez des élus présents sur la fac au quotidien, déterminés pour vous défendre **Votez pour les listes UNEF, UNEM et non syndiqués**

Nous avons obtenu des choses parce que nous avons eu le souci de toujours agir avec vous, et pour cela de vous tenir informés. Ce *Trait d'Union* est le douzième depuis les dernières élections. Il faut y ajouter Le Guide de l'étudiant publié à chaque rentrée.

Aujourd'hui, en nous représentant devant vous, **notre ambition est de continuer, avec vous, ce travail.** De défendre nos acquis, aujourd'hui menacés (session de septembre, conservation des notes, passage conditionnel, libre choix entre contrôle continu et contrôle terminal). D'obtenir de nouvelles avancées contre la réforme, en particulier sur les conditions d'examens, désastreuses l'an passé. De garder les moyens de défendre les dossiers individuels.

Durant cette semaine, vous voyez revenir ceux que vous n'avez pas vu depuis deux ans (ou alors pour vous parler de tout à fait autre chose que vos problèmes), qui viennent vous expliquer que tout sera merveilleux si vous votez pour eux. Nous n'avons pratiquement pas vu, et encore moins entendu, dans les conseils et les commissions les élus des autres organisations. Sur la question de l'application de la réforme, nous avons été les seuls à agir, à l'exception d'un élu UNEF-ID, Guillaume, qui a finalement choisi de nous rejoindre.

A quoi vous serviraient des élus d'organisations qui ne sont présentes que la semaine des élections ?

Parce que vous avez besoin d'élus déterminés pour vous défendre, présents toute l'année dans les conseils et sur la fac pour agir pour vous et avec vous, nous vous appelons à voter pour nous.

Les 21 candidats sur les listes UNEF, UNEM et non syndiqués.

Locaux: de gros problèmes, de grands projets... à surveiller !

Nos élus se sont battus pour que le nouveau président de l'université développe un projet ambitieux pour l'université en terme de locaux. Et ça tombait bien, le président Molinié, dans la continuité du président Poussou, souhaitait engager une telle politique. C'est pour cela que le centre de Malesherbes se développe ainsi, et que plusieurs centres devraient être rénovés, reconstruits, voire achetés et rénovés. Ainsi, Clignancourt devrait voir sa surface multiplier par 3 dans les années à venir. Le centre va être détruit et reconstruit en bien mieux, ce qui est bien. Le problème, c'est que la question se pose de savoir où les étudiants vont être logés pendant les travaux.... Nous n'avons pas de solution miracle (l'humilité est une qualité que nous cultivons sur de tels points, et beaucoup devraient en faire de même), mais nous nous engageons à vous tenir informés et refuseront toute solution "temporaire" style Algeco, peu propice à un enseignement de qualité. Le centre de Michelet devrait être rénové, ce qui est bien, même si beaucoup d'interrogations se posent encore. Enfin, l'Université souhaite acheter un immeuble dans le 5^{ème} arrondissement, rue Serpente. La question se pose de savoir qui y sera installé, et le débat fait rage dans la communauté enseignante pour obtenir les meilleures places...

De même, un débat existe sur le centre de Malesherbes : faut-il y concentrer tous les seconds cycles, (hors concours ?), ou tous les étudiants de Lettres Modernes, plus les UFR d'Allemand, d'Italien Roumain et de Slaves ? Ou une autre solution ? Le débat est ouvert, et le mandat des prochains élus devrait être largement orienté sur ces questions. Nous n'avons pas de position *a priori* pour une solution particulière, et vous promettons d'organiser des débats sur de telles questions, qui ne sont pas si innocentes. Par exemple, si les licences et les étudiants préparant les concours sont sur Malesherbes, *quid* des ouvrages de la Bibliothèque de la Sorbonne qui leur sont aujourd'hui nécessaires ? Il n'est pas dit que la Bibliothèque de Malesherbes soit en capacité de contenir les ouvrages supplémentaires nécessaires. De même, une répartition des étudiants par filière et par site, si elle favorise les contacts, inexistantes aujourd'hui, entre des étudiants de DEUG et de licence ou de maîtrise, n'est elle pas un obstacle à la tradition universitaire de l'ouverture sur les autres matières ?

Enfin, pour être assez exhaustif sur notre bilan d' élu, nous rappelons que nous avons soutenu les conventions entre Paris-IV et des universités étrangères, qui vont dans le sens d'une internationalisation de Paris-IV, ce qui permet à de nombreux étudiants de partir à l'étranger, et ce dans des conditions assez satisfaisantes (même si l'aide à la mobilité est insuffisante). Nous avons aussi soutenu 90% des nouveaux diplômes de l'université, veillant à ce que ces enseignements soient correctement créés, et ne soient pas des sous-diplômes. Quand aux autres 10%, ils ont été voté malgré nos interventions. Bref, à force d'intervenir avec des arguments de fond, d'assumer notre mandat d' élu et de participer à l'ensemble des commissions de l'université (et il y en a beaucoup...), nous arrivons à être pris au sérieux et à orienter davantage les débats qu'il y a deux ans (sans les trancher en notre faveur bien-sûr, mais petit à petit, on avance...). Nos prochains élus s'engagent à avancer sur ces chantiers.

CONTRE LA RÉFORME BAYROU-ALLÈGRE, CONTINUER À DÉFENDRE NOS ÉTUDES

Nous sommes la seule organisation étudiante qui se soit prononcée contre la réforme Bayrou-Allègre (annoncée par Bayrou en 97, imposée par Allègre à la rentrée 99) et vous ait informés sur ces dangers.

Nous sommes aussi les seuls à nous être préoccupés de son application à Paris IV. Nous n'avons pas pu l'empêcher, mais nous avons pu maintenir un certain nombre d'acquis:

Il n'y a presque pas eu de semestrialisation des enseignements. La continuité est maintenue entre ceux du premier et ceux du second, ce qui est indispensable pour progresser sur toute l'année.

La session de septembre est maintenue alors que l'arrêté Bayrou permettait sa suppression.

La capitalisation des acquis par E-C est maintenue alors que la réforme prévoyait de la limiter aux UE (ex: en DEUG 1 d'Histoire, avec 9 dans une période, 10 dans les trois autres, il aurait fallu tout repasser)

En revanche, **il reste beaucoup à obtenir sur l'organisation des examens, qui a tourné à la catastrophe cette année.** La semestrialisation multiplie les examens et diminue les délais. La seule solution trouvée à Paris IV a été de réduire le nombre et / ou la durée des épreuves, ce qui n'est pas acceptable.

Devant le désastre de l'an passé, l'administration s'était engagée à chercher des solutions. Elle est en train de les trouver, sur le mot d'ordre de "simplification". A nos dépens et aux dépens du sérieux des examens !

1) Limitation drastique du nombre d'options

2) **Remise en cause du passage conditionnel**, qui ne serait plus calculé sur les E-C validées, mais sur les UE. Traduction: on pourrait redoubler avec une seule heure de cours à chaque semestre ! Ça revient à annuler une partie de notre victoire sur la conservation des notes.

3) Fin du libre choix entre contrôle continu et contrôle terminal. Pour être dispensé d'aller aux TD, il faudra prouver qu'on est salarié. On pourra réussir les exams et se voir refuser le diplôme pour absence en TD ! De plus, ce serait la fin de la possibilité de mélanger CC et CT. **Dernière minute : au CEVU de vendredi, nos élus au ont obtenu un recul sur ce point.**

Il nous faut au contraire imposer nos solutions

- Retour à des épreuves d'une durée normale pour chaque EC.

Examens: déjà une victoire

Les convocations étaient proprement illisibles, avec des codes complexes pour les EC. Les relevés de notes étaient à peu près incompréhensibles. Nos élus ont obtenu au CA de rentrée la promesse que les prochaines porteront clairement l'intitulé des épreuves. Nous veillerons à ce que cette promesse soit tenue.

Surprise: A deux semaines des élections, l'UNEF-ID découvre les méfaits de la réforme Bayrou-Allègre !

L'UNEF-ID, après deux ans de silence et d'absence des conseils sur ce sujet, vient comme par hasard de lancer une pétition.,

Elle demande que les notes d'une même matière soient compensables de semestre à semestre. C'est une très bonne idée... mais malheureusement impossible à réaliser, car illégale depuis la réforme, dont le principe est la coupure entre les deux semestres.

Pour cela, il faudrait abroger la réforme. C'est ce que nous demandons depuis trois ans, mais cela ne peut s'obtenir qu'au niveau national, pas à Paris IV.

L'UNEF s'est battue et se bat contre la réforme au niveau national. Elle continuera à se battre à Paris IV pour qu'elle soit appliquée le moins mal possible.

L'UNEF-ID a soutenu la réforme au ministère, la qualifiant de "grande victoire du mouvement étudiant". Maintenant que ses inconvénients sont évidents pour tout le monde, elle prétend les combattre localement, en avançant

- Etudes de solutions au cas par cas pour qu'il n'y ait pas deux fois plus d'épreuves en septembre qu'en janvier et en juin

- Retour, pour tous ceux qui ne peuvent pas (ou ne veulent pas) assister à tous les TD à un véritable contrôle terminal, sans épreuve obligatoire en janvier. Cela a été fait l'an dernier pour les élèves des prépas. Pourquoi pas pour les autres ?

- On nous affirme que, malgré tous les bugs de l'année dernière, le nouveau système informatique, Apogée, est parfaitement fiable. Nous sommes prêts à le croire, à une condition: qu'on nous prouve qu'il est capable de s'adapter à nos besoins, plutôt que de vouloir adapter nos études à ses exigences.

Pour faire avancer ces solutions, vous aurez besoin d'élus présents dans les conseils pour les défendre, présents aussi sur la fac pour construire avec vous le rapport de forces qui pourra les imposer.

C'est comme cela que nous avons gagné l'an passé sur la conservation des notes. A ce moment-là, ni l'UNEF-ID, ni l'UNI n'ont donné signe de vie. Aux récentes commissions de scolarité où l'administration a présenté ses propositions pour les examens, nous étions les seuls présents.

Attention, une réforme peut en cacher d'autres !

Nous en sommes toujours, et pour longtemps encore, aux problèmes que pose l'application de la réforme de 1997. Mais Allègre ne s'est pas contenté d'imposer la réforme de son prédécesseur: il a préparé son aggravation.

La **pseudo licence professionnelle** a été mise en place à la rentrée. Nous la combattons non parce que nous sommes contre un enseignement supérieur professionnel, mais parce qu'elle n'a rien à voir avec cela (un semestre d'enseignements mal définis, un semestre de stage pas ou mal payé et noté par le patron). A Paris IV, une seule a été mise en place, malgré notre opposition. Nos élus exigeront qu'on en fasse un bilan sérieux, et s'opposeront à toute autre.

La **liquidation du CAPES** a été suspendue par le départ d'Allègre. Au contraire, Lang promet un nombre de postes à la hausse (reste à savoir si elle compensera la baisse continue depuis 1997). Nous avons été la seule organisation étudiante à agir sur cette question (Appel *Sauvons le CAPES et l'Agrégation* en mars), et avons contribué à cette double victoire. Nous resterons vigilants sur ces deux points.

Enfin, le **but du gouvernement est toujours d'imposer à terme une semestrialisation totale**, qui remettrait en cause tout ce que nous avons obtenu à Paris IV contre la réforme Bayrou et condamnerait définitivement la session de septembre, et le 3-5-8 prévu par le rapport Attali. Nous devons être prêts à nous mobiliser contre une nouvelle réforme.

Aide sociale: des avancées à confirmer

L'aide sociale était un des secteurs qui nous tenait le plus à cœur. C'est pourquoi nous avons largement investis cette commission (3 des 4 élus étudiants qui la composaient étaient de l'UNEF). Sur ce secteur, nous considérons que par rapport à nos propositions, notre syndicat a tenu ses promesses.

Nous nous étions engagés à intervenir pour que l'aide sociale attribuée par l'université (exonération de droit d'inscription, bourses de DEA, de DESS et d'agrégation) soit attribuée sur critères sociaux, contrairement à auparavant où la commission des bourses appliquait plus strictement les circulaires du ministère. Ainsi, c'est fini l'attribution de bourses sur "mérites" à des étudiants qui disposent de RBG supérieurs à 300 000F annuels. Parce que nous considérons que les bourses devaient permettre à des étudiants en situation sociale d'effectuer leurs études, nous critiquions un système qui ne prenne pas en compte la situation financière des parents. Et entre parenthèses, ces commissions tiennent compte de la situation personnelle de l'étudiant, car tous les étudiants, abandonnés de leurs parents, sont défendus dans ces commissions par l'assistante sociale, et des bourses leur sont finalement attribuées. Nul besoin de bousculer de fond en comble les principes fondateurs d'un système qui vaille que vaille année après année fait ses preuves. Sur le strict plan de l'aide sociale, l'allocation d'études mise en place ne sert à rien. Elle est même critiquée par les assistantes sociales et par le personnel des CROUS.

De plus, nous avons participé aux commissions FAVE pour donner un point de vue étudiant, même si nous avons constaté que les personnes qui composent cette commission défendent nos principes et ne sont pas d'immondes salauds. Sur le FAVE, nous avons obtenu que le FAVE social reçoive 50% du budget total du FAVE (25% vont aux associations, et 25% au FAVE à la mobilité). Il faut maintenant faire en sorte que le budget du FAVE augmente car il était souvent difficile de finir les semestres, et ce sans augmenter le FAVE que paye chaque étudiant. Il faut que l'université mette la main au portefeuille, sachant qu'on ne parle pas de si grosses sommes que cela, c'est-à-dire 150 à 200 000 Francs de plus par an (sur un budget de plusieurs dizaines de milliers de Francs, ce n'est pas grand chose).

Vous voulez en savoir plus sur l'UNEF et l'UNEM, leurs activités, les positions que défendent leurs élus ?

N'hésitez pas à passer en discuter avec nous au local UNEF

Si vous n'avez pas eu notre Guide de l'Étudiant, demandez le nous: il en reste, et maintenant, c'est gratuit

UNEF Paris IV (AGEPS) UNEM Sorbonne,

(Union nationale des Étudiants de France, Union nationale des Étudiants du Maroc)

Pour une Université publique de qualité ouverte à tous, un syndicat présent au quotidien sur la fac.

Sorbonne: au pied de l'esc.H, à côté du service des Bourses (salle 121), Clignancourt: à gauche en sortant des Amphis, Malesherbes salle 113, tél. 01-40-46-32-27 (répondeur) <http://paris4.unef.org> (paris4@unef.org)